

Unité inter-départementale Tarn-Aveyron
Cité administrative - Bâtiment A
19, rue de Ciron
81013 Albi Cedex 09

Albi, le 27/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SO.SAL.EX

58, route du Lignon - Vialavert

Envoi courriers à M. JACOB Richard - 294 hameau de la Sigarie - 81490 SAINT-SALVY DE LA BALME
81260 Le Bez

Références : 81-CRARC-2026-80

Code AIOT : 0006807957

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/04/2026 dans l'établissement SO.SAL.EX implanté Chemin du Travès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme. L'inspection a été annoncée le 07/04/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite a été réalisée afin de s'assurer du respect des dispositions des arrêtés préfectoraux de mise en demeure :

- du 17 janvier 2025 (documentation réglementaire relative aux dispositifs de protection contre la foudre et détection incendie) faisant suite à l'inspection du 12 novembre 2024 ;
- 19 mars 2026 (remise en état des dispositifs de protection contre la foudre après vérification périodique) faisant suite à l'inspection du 19 janvier 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SO.SAL.EX
- Chemin du Travès 81490 Saint-Salvy-de-la-Balme
- Code AIOT : 0006807957
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SO.SAL.EX (société anonyme à conseil d'administration) exploite depuis 2008 un dépôt de produits explosifs composé de plusieurs cellules de stockage sur la commune de Saint-Salvy-de-la-Balme.

Le site est réglementé par l'arrêté préfectoral d'autorisation en date du 23 octobre 2015 ; sa situation administrative est régulière.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Explosifs

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Dispositions relatives à la protection contre la foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
3	Système de détection	Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.6.1	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les écarts identifiés lors des inspections des 12 décembre 2024 et 19 janvier 2026 ont été corrigés. En conséquence, il est proposé de lever les mises en demeure datées des 17 janvier 2025 et 19 mars 2026. Un projet d'arrêté en ce sens est joint au présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/01/2026 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription • date d'échéance qui a été retenue : 19/04/2026
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation. Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent. L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance.</p> <p>[...]</p> <p>Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois après la vérification.</p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à la vérification complète des dispositifs de protection contre la foudre, le rapport référencé 91220/25/3438, en date du 31 mars 2025, établi par l'organisme compétent, met en évidence quatre non-conformités, à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de parafoudres protégeant chaque mât d'éclairage extérieur ; • l'absence de moyen de test pour le paratonnerre à dispositif d'amorçage (PDA) ; • une valeur de la prise de terre supérieure à 10 ohms. <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté un devis relatif aux travaux de mise en conformité à réaliser. La présence des parafoudres et du moyen de test pour le PDA, ainsi que la valeur de la prise de terre inférieure à 10 ohms, ont pu être vérifiées lors de l'inspection</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Dispositions relatives à la protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Foudre
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription

<ul style="list-style-type: none"> date d'échéance qui a été retenue : 31/01/2025
Prescription contrôlée : L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.
Constats : L'exploitant dispose désormais de tous les documents relatifs à la protection contre la foudre exigés par la présente prescription.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Système de détection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/10/2015, article 2.6.1
Thème(s) : Risques accidentels, Système de détection
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> lors de la visite d'inspection du 19/11/2024 type de suites qui avaient été actées : Avec suites suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription date d'échéance qui a été retenue : 31/12/2025
Prescription contrôlée : Les locaux pyrotechniques disposent de détecteurs adaptés au risque incendie. [...] Le système de détection permet d'alerter, en tout temps, l'exploitant qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Il établit, le cas échéant, des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : Lors de l'inspection, il a été constaté la présence d'un système de détection incendie composé de quatre caméras thermiques. Ce système permet de détecter un départ de feu au niveau des locaux pyrotechniques. Les caméras sont reliées à une centrale incendie, qui transmet automatiquement une alarme à une société de gardiennage externe. Cette dernière contacte ensuite l'exploitant afin qu'il réalise une levée de doute.

En cas de confirmation d'un sinistre, l'exploitant met alors le site en sécurité et transmet l'alerte aux services de secours.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure